

# Élections américaines 2024 : un scrutin qui déterminera le positionnement énergétique et climatique des États-Unis

**Le résultat de l'élection présidentielle de 2024 influencera de façon notable le développement du secteur de l'énergie aux États-Unis et le positionnement du pays comme acteur d'influence à l'échelle internationale en matière d'énergie et de climat.**

Yvan Cliche, fellow au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), spécialiste en énergie, auteur de *Jusqu'à plus soif- Enjeux et conflits énergétiques* (Fides, 2022) et finaliste au prix de vulgarisation scientifique Hubert-Reeves 2023

L'élection ne devrait pas changer l'élan pour les énergies décarbonées, mais en déterminera assurément le rythme.

Cette note documente la position et les actions des camps démocrate et républicain au cours des huit dernières années. Elle offre aussi une analyse prospective des quatre prochaines années.

## Les Américains et l'enjeu énergétique et climatique

Les Américains qui pensent que le réchauffement climatique est en train de se produire sont plus nombreux que ceux qui ne le pensent pas et ce, dans un rapport d'environ 5 pour 1 (70 % contre 13 %), selon un récent sondage commandé par les universités Yale et Georges Mason au printemps 2024.

Près de 60 % des Américains comprennent que le réchauffement climatique est principalement causé par l'activité humaine. En revanche, 29 % pensent qu'il est principalement causé par des changements naturels dans l'environnement.

Fait assez étonnant : deux tiers des Américains ne discutent à peu près jamais de réchauffement climatique avec leurs proches.<sup>1</sup>

## Parti démocrate - Bilan de l'administration Biden (2021-2024) en matière d'énergie et de climat

L'action phare de la première administration Biden est l'adoption, en août 2022, de l'Inflation Reduction Act (IRA). Dans son volet énergie, cette loi, qui a cours jusqu'en 2032, vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis de 50% par rapport aux niveaux de 2005, d'ici à 2030, et à encourager l'adoption de technologies sans émission de carbone.

Les États-Unis sont le deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre (GES) après la Chine, mais le premier sur le plan historique en tenant compte des émissions cumulées depuis le début de l'utilisation des énergies fossiles.

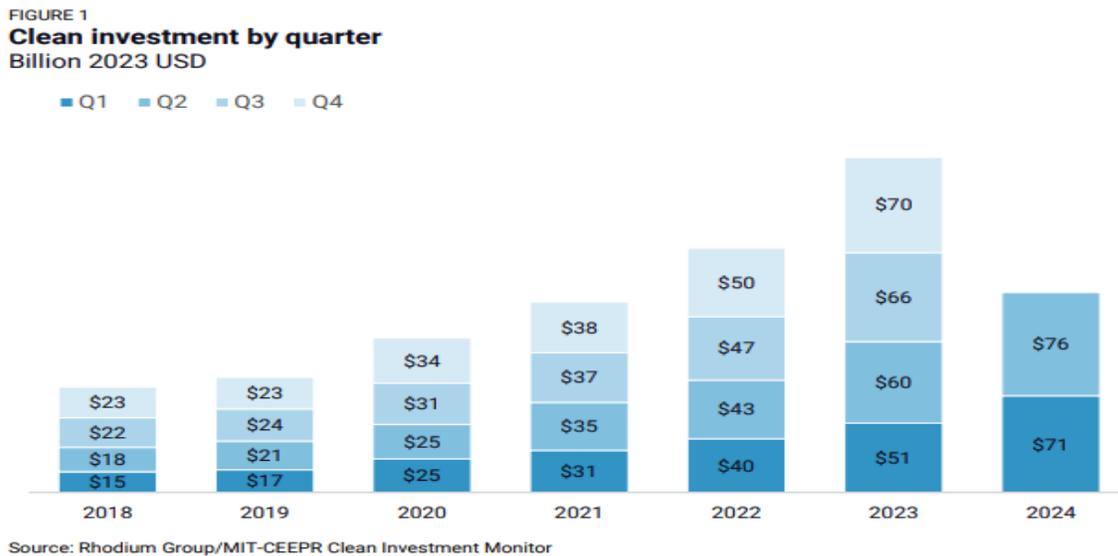
La loi comporte une série de mesures fiscales et des crédits, visant les citoyens et les entreprises, à la hauteur de 400 milliards \$ US. La loi prévoit des crédits additionnels pour les communautés à faible revenu et celles dont l'économie dépend des énergies fossiles.

---

<sup>1</sup> Yale Program on Climate Change Communication and the George Mason University Center for Climate Change Communication, Climate Change in the American Mind, Spring 2024.

Au total, en deux ans (mi-2022 à mi-2024), la loi a attiré des investissements (manufacturiers et en déploiement) de quelque 493 milliards \$ US, comparativement à 288 milliards \$ US pour les deux années avant l'adoption de la loi, soit une augmentation de plus de 70 %.<sup>2</sup>

La majorité de ces investissements ont été réalisés dans des États républicains et auraient créé 300 000 emplois, selon le Clean Investment Monitor et tel que rapporté par le programme électoral démocrate.<sup>3</sup> Les États du Sud et du Midwest ont été favorisés par les investisseurs, notamment en raison du coût moins élevé des terrains, de l'énergie et de la main-d'œuvre.<sup>4</sup>



Source : Clean Investment Monitor, Tallying the Two-Year Impact of the Inflation Reduction Act, August 7, 2024, p.3.

En matière de production énergétique, le solaire et le stockage par batteries ont pour le moment obtenu la part du lion des nouveaux investissements énergétiques depuis l'adoption de l'IRA.

<sup>2</sup> Pour un bilan gouvernemental sur l'IRA, avec une représentation graphique, voir Energy.gov, Building America's Clean Energy Future; <https://www.energy.gov/invest>.

<sup>3</sup> '24 Democratic Party Platform, p.30.

<sup>4</sup> Jim Tankersley, Brad Plumer, Companies Flock to Biden's Climate Tax Breaks, Driving Up Costs, New York Times, May 3, 2024.

L'énergie solaire utilisée dans un réseau électrique (grid-scale) a obtenu 44 % des investissements liés à la nouvelle production décarbonée post-IRA et le stockage, 23 %. Selon l'industrie solaire américaine, la capacité de production nationale de panneaux a quadruplé depuis le passage de l'IRA. Le pays a installé plus de 32 000 mégawatts de production solaire en 2023.<sup>5</sup>

L'éolien a fait moins bien avec 13 % des investissements, en raison de délais réglementaires (obtention des permis requis de la part des autorités étatiques) et de la hausse des taux d'intérêt, qui ont rendu les projets moins attractifs sur le plan financier.

Au plan individuel, environ 3,4 millions d'Américains ont utilisé 8 milliards de crédits fiscaux liés à l'IRA, pour l'implantation de mesures d'efficacité énergétique, notamment de panneaux solaires.<sup>6</sup>

Devant la perspective d'une élection serrée, l'administration Biden a accéléré les approbations de projets ces derniers mois, afin de les préserver d'une annulation advenant la venue d'une administration Trump.<sup>7</sup>

Plusieurs mesures ont retenu l'attention sur les énergies fossiles depuis l'entrée en poste de Joe Biden :

- l'annulation en janvier 2021 de l'oléoduc Keystone XL entre l'Alberta et les États-Unis pour la livraison de pétrole à des raffineries américaines;
- l'annonce en janvier 2024 d'une pause temporaire dans les décisions en cours d'évaluation des projets d'exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) vers des pays sans accord de libre-échange avec les États-Unis, afin de revoir les critères d'analyse économiques et environnementales du Department of Energy;
- un nouveau règlement fédéral (avril 2024) annonçant une hausse de 10 000 \$ US à 150 000 \$ US par bail pour le forage pétrolier et gazier sur les terres publiques fédérales.

---

<sup>5</sup> Eric Wesoff, US solar manufacturing capacity has quadrupled thanks to climate law, 9 September 2024.

<sup>6</sup> Nadja Popovich, Where (and How) Americans Are Taking Advantage of Clean Energy Tax Credits, New York Times, August 8, 2024.

<sup>7</sup> Andrew Freedman, Biden's race to spend billions of climate bucks, Axios, September 9, 2024.

Mais l'administration Biden a parallèlement permis à certains grands projets pétroliers et gaziers de voir le jour, notamment le projet Willow en Alaska et celui du gazoduc Mountain Valley en Virginie.

Son administration a aussi promulgué de nouvelles règles :

- limitant les émissions des nouvelles voitures vendues d'ici à 2032;
- obligeant les centrales au charbon à éliminer environ 90 % de leurs émissions d'ici à 2039;
- obligeant les compagnies pétrolières et gazières à colmater les fuites de méthane.

Malgré ces mesures visant l'industrie fossile, les États-Unis n'ont jamais produit autant de pétrole et de gaz que durant la période du premier mandat de Joe Biden.

L'Energy Information Administration confirme que les États-Unis trônent au premier rang des producteurs mondiaux de pétrole, ayant atteint une production historique de presque 13 millions de barils/jour. Le pays ne produisait que 5 millions de barils/jour en 2008. Cette production a permis aux États-Unis d'exporter environ 4 millions de barils/jour, un record.

Le Canada a profité de cette hausse de la production américaine : son pétrole lourd répond à certains besoins spécifiques des raffineries américaines, notamment celles du Midwest. Les exportations canadiennes, chiffrées à environ 3 millions de barils/jour, constituent 60 % du volume d'importation de pétrole des États-Unis.

La première administration Biden a aussi été confrontée à la hausse des prix de l'énergie consécutive à l'invasion russe de l'Ukraine. Le prix de l'essence étant un enjeu de premier plan aux États-Unis, le président Biden a autorisé en 2022 la sortie de quelque 200 millions de barils du Strategic Petroleum Reserve (SPR)<sup>8</sup>, à raison d'un million de barils par jour. Cela a été, et de loin, le plus important retrait de pétrole du SPR depuis sa mise en place en 1975.

---

<sup>8</sup> Ces stocks sont conservés dans des cavernes situées en Louisiane et au Texas.

Ce retrait a permis d'atténuer les hausses du prix du carburant et de l'inflation, notamment en vue des élections à mi-mandat de 2022. Ceux-ci ont été en moyenne de 3,60 \$ US/gallon sous la présidence Biden, contre 2,57 \$ US/gallon sous la présidence Trump.<sup>9</sup>

C'est aussi sous l'administration Biden que les entreprises pétrolières américaines (Chevron, ExxonMobil) ont engrangé leurs profits records (2022).

On remarque la même performance étincelante du côté gazier. Avec la crise en Ukraine et les baisses majeures de livraison du gaz russe en Europe, les États-Unis sont devenus un pourvoyeur important de gaz vers l'Europe, et devenus les premiers exportateurs mondiaux de gaz naturel liquéfié en 2022, surpassant le Qatar.

Sur la scène internationale, l'action phare de l'administration démocrate a été le retour des États-Unis dans l'Accord de Paris. Ce retour a été effectué au tout premier jour de l'administration Biden, le 20 janvier 2021. Par cet engagement, le pays s'est donc commis, comme les autres signataires, à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) dans le but de limiter le réchauffement de la température du globe à 2 degrés au cours du présent siècle.

Le président Biden a nommé une personnalité de haut niveau pour coordonner cette action climatique et représenter les États-Unis dans les négociations internationales sur cette question, soit John Kerry, ex-sénateur démocrate et ex-candidat présidentiel.

Comme envoyé spécial sur le climat, et membre du Conseil national de sécurité, John Kerry s'est efforcé de renforcer le dialogue avec la Chine, principal émetteur mondial de GES, pour l'inciter notamment à réduire son utilisation du charbon dans la production d'électricité.

En novembre 2023, les deux pays se sont entendus pour accélérer le déploiement des énergies solaire, éolienne et autres énergies renouvelables.

---

<sup>9</sup> Prinz Magtulis, Nichola Groom, Jarrett Renshaw and Moira Warburton, Biden Oil Boom, Reuters, March 28, 2024.

M. Kerry a quitté ses fonctions en mars 2024 après avoir représenté son pays aux Conférences des Nations Unies sur le changement climatique (Conference of Parties - COP) entre 2021 et 2023. Il a été remplacé par John Podesta, qui a servi sous les administrations Obama et Clinton.

## Programme politique du Parti démocrate

Dans son programme, le Parti démocrate aborde essentiellement l'enjeu énergétique par le prisme de la crise climatique et de la justice environnementale.

L'originalité de l'approche démocrate est de faire de l'urgence climatique une opportunité de positionner les États-Unis comme leader de l'industrie liée à l'efficacité énergétique et aux énergies propres. Autrefois souvent abordé comme une contrainte (se déplacer moins, consommer moins), l'enjeu climatique a été traité par la présidence Biden comme une opportunité, celle de réindustrialiser le pays et de se sevrer de sa dépendance envers la Chine. Ce pays domine en effet l'industrie des panneaux solaires et des minéraux nécessaires à sa production.

Cette nouvelle approche, marquée par le retour en vogue des politiques industrielles (moins en vogue pendant l'ère de mondialisation des années 1980 à 2020), a lancé une course industrielle mondiale liée à la transition énergétique.

Déjà reconnue comme un leader de la transition, et craignant la perte de ses entreprises alléchées par les mesures généreuses de l'IRA, l'Europe a dû répliquer avec un Plan industriel du Pacte vert, un programme de l'Union européenne (UE) adopté en 2023, visant à renforcer la compétitivité de l'industrie européenne à zéro émission « en créant un environnement propice à l'accroissement des capacités de l'UE en ce qui concerne le développement de technologies et de produits à zéro émission nette ».

Le Canada a aussi dû faire de même, avec des mesures de quelque 80 milliards adoptées dans son budget du printemps 2023. Le Québec est également entré dans la danse avec des mesures incitatives visant à l'implantation d'une chaîne complète d'approvisionnement en matière de batteries.

En 2024, les États-Unis, l'Europe et le Canada ont adopté des tarifs contre des produits chinois, notamment les véhicules électriques, et accusé ce pays de concurrence déloyale. Le Chine a porté la cause devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Dans l'éventualité d'un nouveau mandat démocrate avec l'élection de Kamala Harris, les observateurs ne s'attendent pas à une grande inflexion des actions engagées en matière d'énergie et de climat sous la présidence Biden.

Lors de sa campagne pour la candidature démocrate de 2020, Mme Harris s'est associée au Green New Deal<sup>10</sup> et à une opposition contre les hydrocarbures de schiste et l'extraction en mer.

Mais depuis, elle a revu sa position, et ne s'y oppose plus. Elle considère même que cette production fossile accrue renforce la sécurité nationale.<sup>11</sup>

Plusieurs interprètent cette position comme la crainte de perdre des voix déterminantes dans les États clés comme la Pennsylvanie, et ce, sans irriter le camp pro-climat qui, de toute manière, se range derrière la candidate démocrate.<sup>12</sup>

Les observateurs s'attendent au maintien d'une attitude moins favorable à l'industrie pétrolière et gazière, sur le plan de la rhétorique : le programme électoral démocrate s'en prend ouvertement au Big Oil mais, dans la pratique, sans mesures très contraignantes pour arrêter abruptement l'élan actuel des entreprises en matière de production et d'exportation.

En matière de gaz, le GNL américain aide l'Europe à sevrer du gaz russe, dont le continent cherche à se départir pour de bon d'ici 2027. L'Europe a clairement besoin du GNL américain pour y arriver, et rien n'indique qu'une administration Harris-Waltz mettrait des embûches à un tel objectif en faveur de pays alliés.

---

<sup>10</sup> Pacte vert, mis de l'avant en 2018 aux États-Unis sous l'impulsion de l'aile gauche du Parti démocrate, axé sur la sorte des fossiles, les énergies renouvelables et la justice climatique.

<sup>11</sup> Étienne Leblanc, Analyse / Trump-Harris : un avenir climatique fait de compromis hasardeux, Radio-Canada, 15 septembre 2024.

<sup>12</sup> Lisa Friedman, New York Times, Harris's New Strategy: Equate Fighting Climate Change With 'Freedom', August 23, 2024.

## Parti républicain - Bilan de l'administration Trump (2017-2021) en matière d'énergie et de climat

L'énergie a été un axe clé de l'administration Trump durant ses quatre années au pouvoir. Cette administration a claironné un mantra de domination énergétique (energy dominance), axé essentiellement sur la glorification des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) comme symbole de la puissance et de l'indépendance des États-Unis.

Le président Trump a fait des industries fossiles, qui occupent une place importante dans l'économie locale de nombreux États et dans la conscience américaine, un des piliers de son slogan « Make America Great Again ».

Dès son arrivée au pouvoir, Trump a posé des gestes d'éclat sur le front énergétique. L'un d'eux a été de réapprouver la construction de l'oléoduc Keystone XL, suspendu par l'administration Obama, et celui du Dakota Access. Il a aussi ouvert l'Arctic National Wildlife Refuge, en Alaska, à l'exploitation pétrolière et gazière.

L'administration Trump a aussi démantelé plus d'une centaine de règlements environnementaux<sup>13</sup>, dont une trentaine concernant les émissions et la pollution de l'air et une vingtaine de mesures contraignantes aux entreprises agissant dans le secteur du forage et de l'extraction.

À l'international, Trump a retiré les États-Unis de l'Accord de Paris, sous prétexte que cet accord menaçait l'économie américaine. Cela a été annoncé en 2017, avec effet en 2020.

---

<sup>13</sup> Nadja Popovich, Livia Albeck-Ripka and Kendra Pierre-Louis, The Trump Administration Rolled Back More Than 100 Environmental Rules. Here's the Full List, New York Times, January 20, 2021.

De plus, il a affirmé une opposition frontale au gazoduc Nord Stream 2 devant acheminer du gaz russe vers l'Allemagne, dont la mise en exploitation était prévue en 2022.<sup>14</sup> Cette opposition s'est faite en parallèle à la promotion du gaz américain pouvant être acheminé vers l'Europe à partir des terminaux d'exportation situés dans le golfe du Mexique.

## Programme politique du Parti républicain

Les Républicains ne voient pas l'enjeu climatique comme une priorité pour le pays, selon ce que révèlent les sondages.<sup>15</sup> Seulement 12 % des partisans de ce parti pensent que cet enjeu devrait être l'une des priorités d'une administration républicaine.

Cette donnée contraste singulièrement avec le camp démocrate, dont les partisans pensent à hauteur de 60 % que cet enjeu devrait constituer une priorité nationale.

Les Républicains ne sont pas totalement en défaveur de mesures pro-climat, notamment celles visant à contenir les émissions de méthane et celles en faveur de la capture et séquestration du carbone.

Mais leur priorité va au prix de l'énergie et à la fiabilité d'approvisionnement, même si cela doit passer par une augmentation de la production des énergies fossiles et des émissions de GES y étant associées. Le candidat Trump a promis de réduire de moitié les prix de l'énergie, en permettant plus d'exploration dans les terres fédérales, des autorisations plus rapides pour le forage, les pipelines, les raffineries, les centrales électriques et les réacteurs nucléaires. Sans surprise, il mettrait fin à la pause aux approbations de projets d'exportation de GNL.<sup>16</sup>

Pour les élections de 2024, le programme républicain, nommé Agenda47, pourrait se résumer à la rhétorique pro-fossiles *drill, baby drill*<sup>17</sup>, soit à un retour de sympathie clairement affiché envers les hydrocarbures, mais aussi pour l'industrie nucléaire. Même si elle vient de passer de belles années, l'industrie américaine du

---

<sup>14</sup> À noter que les Démocrates s'opposaient aussi à ce projet. Ce projet, prêt à entrer en opération en 2022, a été annulé par l'Allemagne peu avant l'invasion russe en Ukraine.

<sup>15</sup> Brian Kennedy, Alec Tyson, How Republicans view climate change and energy issues, Pew Research Center, March 1, 2024.

<sup>16</sup> Ed Crooks, Trump and Harris set out contrasting visions for US energy? Wood Mackenzie, September 2024.

<sup>17</sup> The New York Times, Read the Transcript of Donald J. Trump's Convention Speech, July 10, 2024.

pétrole et du gaz ne cache pas son antipathie à la rhétorique démocrate nettement en faveur des énergies décarbonées.

Le candidat Trump se positionne vocalement à l'encontre de l'héritage que voudrait laisser le président Biden. Tel que le rapporte Politico, « Trump est resté vague sur les parties des programmes de Biden qu'il chercherait à étrangler ou à modifier – mais pas sur son hostilité à l'égard du programme climatique. »<sup>18</sup>

Il préconise la simplification des réglementations en faveur de l'exploration et l'extraction fossile, la déréglementation (et donc la suppression de mesures environnementales contraignantes pour ce secteur), une opposition aux énergies renouvelables (jugées trop coûteuses), l'opposition aux véhicules électriques qui favoriserait la Chine et son industrie minière.<sup>19</sup> Trump s'est aussi déclaré peu favorable à l'éolien extracôtier.

Il a été question dans les médias du Project 2025, une approche globale sur les plans économique, social et réglementaire, concocté par la Heritage Foundation, une institution de recherche aux vues conservatrices basée à Washington.

Le Project 2025 est une feuille de route sur les actions à poser par le prochain président américain dans les différents départements relevant du gouvernement fédéral. Le chapitre 12 de ce pavé de quelque 900 pages traite du Department of Energy.

Le document reprend le thème de la domination énergétique, celle d'une énergie abondante, fiable et peu dispendieuse, aux États-Unis et en faveur des alliés. Il fustige les « politiques vertes extrêmes » du gouvernement actuel, qui dirigent l'argent fédéral vers des intérêts spéciaux (favored interests) et qui accroissent la dépendance du pays envers la Chine. Il préconise l'abolition de l'IRA et de ses subventions aux énergies vertes, la fin de la « guerre contre le pétrole et le gaz » et de la priorité de l'enjeu climatique dans les politiques fédérales.

L'ex-président Trump s'est toutefois distancié de ce document. Sur la place publique, il a plutôt fait état de son opposition aux véhicules électriques, qui mine

---

<sup>18</sup> Kelsey Tamborrino, Timothy Cama and Jessie Blaeser, Trump vs. Biden's historic climate agenda, Politico, July 29, 2024.

<sup>19</sup> Samantha Gross, Louison Sall, Trump has big plans for climate and energy policy, but can he implement them?, Brookings, July 30, 2024.

l'industrie automobile américaine en faveur des Chinois, une opposition qui pourrait toutefois s'amenuiser en raison de son rapprochement avec Elon Musk, dirigeant de Tesla.

Une administration Trump se retirerait de nouveau de l'Accord de Paris, ce qui constituerait une tâche importante sur la crédibilité et la confiance de la communauté internationale envers les États-Unis dans sa lutte contre les changements climatiques.<sup>20</sup>

Dans le dossier de l'IRA, il serait difficile pour l'équipe de Donald Trump de bloquer les projets ayant déjà tiré profit des mesures fiscales de la loi. Or le candidat républicain a dit vouloir annuler les fonds « non dépensés » s'il est élu en novembre et mettre fin à une majorité de mesures fiscales contenues dans la loi, notamment celles ayant trait aux véhicules électriques.

Un groupe de 18 congressistes républicains s'est toutefois distancié de la position officielle du parti, réclamant le maintien des mesures en faveur des énergies renouvelables contenues dans la loi. Ils ont même acheminé une lettre officielle au parti.<sup>21</sup> Ces politiciens ont bien compris que le pays peut gagner à la fois sur le plan des fossiles et sur celui des renouvelables, accentuant ainsi l'indépendance et la puissance des États-Unis sur le plan énergétique.<sup>22</sup>

En effet, le Clean Energy Tracker souligne que 75 % des investissements manufacturiers dans les énergies renouvelables ont été concentrés dans des districts républicains.<sup>23</sup>

---

<sup>20</sup> David G. Victor, How will climate cooperation look after the elections?, Brookings, August 13, 2024.

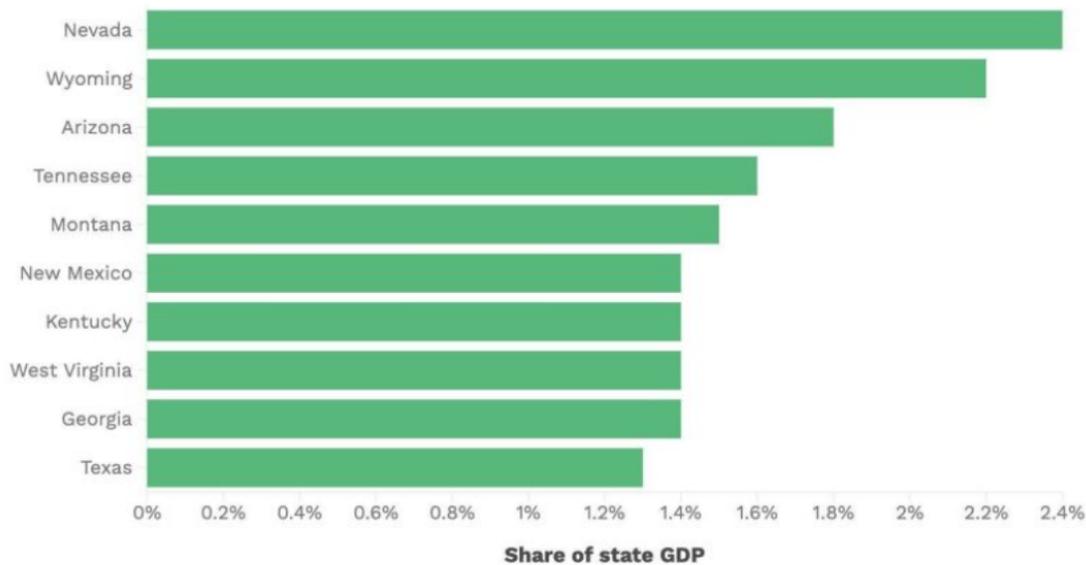
<sup>21</sup> Emma Dumain, Some House Republicans warn against climate law repeal, E&E News, 08/07/2024

<sup>22</sup> Yvan Cliche, Les républicains et l'énergie, une vision qui va à l'encontre des intérêts des États-Unis, Le Devoir, 24 juillet 2024.

<sup>23</sup> Clean Energy Tracker, 9/5/2024.

## Total cleantech investments by state post-Inflation Reduction Act

Top 10 states for investment as a share of state gross domestic product (GDP)



Source: Clean Investment Monitor, Rhodium Group and MIT CEEPR. • Rhodium uses the gross domestic product (GDP) as a measure of a state's economic growth, where GDP refers to the total value of goods and services produced in the state.  
Time period from Q3 2022 to Q2 2024.



Source : Amena H. Saiyid, At two years, GOP states benefit the most from climate law, CIPHER, Aug 14, 2024.

L'industrie fossile américaine exprime aussi des réticences à annuler entièrement l'IRA. Car la loi contient des mesures fiscales en faveur des biocarburants, de la capture et de la séquestration du carbone et de l'hydrogène, des technologies dans lesquelles ces pétrolières et gazières investissent.

Malgré le langage pro-énergies fossiles des Républicains, plusieurs analystes estiment que le train des énergies renouvelables est allé trop loin pour être arrêté.

La boîte de consultants Rystad estime même que près de 60 % des investissements en matière de batteries et de panneaux solaires se concentreront dès 2030 dans des États républicains comme l'Oklahoma, l'Iowa, la Floride, le Texas.

*« Les technologies propres deviennent de plus en plus une réussite bipartisane aux États-Unis. C'est ce que souligne notre analyse, qui montre que la plupart des projets de technologies propres, qu'il s'agisse d'énergie solaire, de batteries, d'hydrogène ou de captage du carbone, sont situés dans des bastions républicains. Les avantages économiques tangibles suscitent un large soutien, ce qui garantit que l'élan économique en faveur des technologies propres restera probablement solide, même sous une éventuelle présidence républicaine. Ces secteurs sont prêts à poursuivre leur expansion, que les résultats soient rouges ou bleus en novembre. »<sup>24</sup>*

En fait, une présidence Trump, sans défaire complètement l'élan en faveur des renouvelables, pourra :

- ralentir, mais pas arrêter, la croissance de la vente des véhicules électriques;
- baisser la voilure en cours pour la décarbonation du réseau électrique américain, envisagée pour 2035;
- et permettre au charbon de perdurer plus longtemps dans le mix énergétique américain.

Cela dit, il ne faut pas négliger le rôle des États dans la transition vers des énergies vertes. Malgré les débats, la Californie, État démocrate, et le Texas, État républicain, entendent poursuivre l'expansion de parcs éoliens et solaires, et des batteries, étant donné la performance accrue de ces technologies et leurs coûts devenus très abordables.

## Prospection

L'élection présidentielle de novembre 2024 apparaît comme un référendum sur l'avenir énergétique et climatique aux États-Unis, et de la planète.

Une victoire démocrate appuierait l'élan engagé depuis 2022 avec l'adoption de l'IRA, rassurerait les investisseurs et les partenaires américains sur leur sécurité énergétique et climatique.

En revanche, une victoire républicaine susciterait l'inquiétude des investisseurs relativement aux fonds engagés ou envisagés dans les énergies renouvelables,

---

<sup>24</sup> Lars Nitter Havro, Kartok Selvaraju, Rystad, US Vote 2024: Cleantech industry poised to thrive regardless of election outcome, Rystad, 28 August 2024.

donnerait de l'élan à l'industrie fossile, déjà responsable de plus des trois quarts des émissions de GES qui dérèglent le climat.

La secrétaire au Trésor des États-Unis, Janet Yellen, parle même d'une « erreur historique » si une administration républicaine allait de l'avant dans le retrait des crédits de l'IRA, car cela mettrait en péril les investissements manufacturiers déjà commis dans les énergies sans émission.<sup>25</sup>

En 2017, à la suite de l'élection de Trump, la coalition We Are re Still In<sup>26</sup>, a émis une déclaration - appuyée par des gouverneurs, des élus locaux, des universités, des dirigeants d'entreprise, des institutions culturelles et religieuses, - réitérant son appui aux engagements de l'Accord de Paris.

Si Trump est réélu, il est fort probable qu'une telle coalition sera réanimée pour reprendre le combat en faveur de la transition.

Si Harris est élu, l'élan pro-climat devrait aller en s'accélération. Il devrait mener les États-Unis, comme un joueur dominant en énergies renouvelables.

Avec sa domination déjà établie dans le domaine fossile, les États-Unis ont le potentiel, avec les Démocrates, de devenir aussi la plus grande puissance énergétique du 21<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>25</sup> Julia Shapero, Yellen makes case for Inflation Reduction Act's clean energy tax credits in North Carolina, The Hill, 09\05\24.

<sup>26</sup> "We Are Still In" Declaration, 2017. <https://www.wearestillin.com/we-are-still-declaration>